

MÉMOIRE DU STALINISME

Arseni Roginski

Gallimard | « Le Débat »

2009/3 n° 155 | pages 119 à 130

ISSN 0246-2346

ISBN 9782070124466

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-le-debat-2009-3-page-119.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Gallimard.

© Gallimard. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Arseni Roginski

Mémoire du stalinisme

I

Mémoire historique et stalinisme

Une mémoire fragmentaire et périphérique

Les problèmes liés à la mémoire du stalinisme dans la Russie d'aujourd'hui sont aigus et douloureux. Sur les comptoirs des librairies, on trouve des piles de livres pro-staliniens : littérature, essais, quasi-histoire. Dans tous les sondages, immanquablement Staline est placé parmi les trois premiers « plus grands hommes de l'histoire de l'humanité ». Il est présenté de manière à le justifier dans les manuels scolaires les plus récents. À côté, de remarquables travaux d'historiens et d'archivistes, des centaines de volumes de documents d'archives, d'articles et de monographies sont désormais accessibles. Mais même si ces centaines de publications exercent une influence sur l'opinion, elle est incontestablement trop faible.

La « mémoire historique » est une forme rétrospective de l'opinion (c'est-à-dire « de la conscience de masse »), constitutive d'une identité collective dans son rapport à un passé signifiant pour cette identité. Elle travaille avec ce passé, réel ou imaginaire, comme avec un matériau : elle sélectionne les faits, les systématise à sa convenance et les utilise pour édifier ce qu'elle désire présenter en guise de généalogie de cette identité.

Le stalinisme est un système de gouvernement, un ensemble de pratiques politiques spécifique du groupe dirigeant stalinien. Au cours de toute son existence, ce système, qui a grandement évolué, a cependant conservé un certain nombre de traits caractéristiques. Mais la pratique plus fondamentale (apparue dès les débuts du pouvoir bolchevique et qui a survécu à la mort de Staline), c'est la terreur comme instrument universel pour résoudre tout problème

Arseni Roginski, historien, ancien dissident, est président du directoire de l'association Memorial. Il est l'auteur de très nombreuses publications sur les répressions staliniennes et notamment, avec Nikita Ochotin, du premier dictionnaire encyclopédique des camps du Goulag.

politique ou social. C'est précisément la violence d'État qui assurait le gouvernement centralisé du pays, la rupture des liens horizontaux, une forte mobilité verticale, l'introduction rigoureuse d'une idéologie pouvant être aisément modifiée, le travail servile d'un grand nombre de personnes.

La mémoire du stalinisme consiste avant tout en une mémoire de la terreur d'État, élément central de l'époque et, en liaison avec lui, de divers processus et événements.

Qu'en est-il de cette mémoire dans la Russie d'aujourd'hui ? La mémoire du stalinisme reste, en premier lieu, presque toujours celle des victimes, et non celle des crimes. En tant que mémoire des crimes, elle n'est pas pensée ni articulée, il n'y a pas de consensus dans la société à ce sujet.

Le problème est que, dans une large mesure, l'opinion n'a pas de quoi se fonder du point de vue du droit. Il n'existe aucun acte juridique de l'État où le terrorisme d'État serait qualifié de crime. Les deux lignes à ce sujet dans le préambule de la loi de 1991 sur les réhabilitations sont manifestement insuffisantes. Il n'existe pas non plus de jugements de tribunaux qui inspireraient ne serait-ce qu'une confiance partielle ; il n'y a pas eu dans la Russie nouvelle un seul procès des acteurs de la terreur stalinienne. Pas un seul.

Mais le problème n'est pas seulement là. Toute prise en considération des tragédies de masse par la conscience nationale suppose un partage des rôles entre bien et mal et son identification avec un de ces rôles. Le plus facile est de s'identifier avec le bien, c'est-à-dire avec la victime innocente ou, encore mieux, avec la lutte héroïque contre le mal (notons à ce propos que c'est justement pour cette raison que nos voisins d'Europe orientale, de l'Ukraine à la Pologne, en passant par les États baltiques,

n'ont pas les mêmes difficultés que la Russie pour inscrire la période soviétique dans leur histoire : ils s'identifient avec les victimes ou avec ceux qui luttèrent contre le stalinisme ou encore avec les uns et les autres simultanément ; autre chose est de savoir si cette identification correspond à la vérité historique, mais nous parlons ici de mémoire et non de savoir). On peut aussi s'identifier au mal, comme l'ont fait les Allemands (non sans aide extérieure), pour se couper ensuite de ce mal : « Oui, hélas, c'est de nous qu'il s'agit mais maintenant nous ne sommes pas ainsi et ne le serons jamais plus. »

Que devons-nous faire, nous qui vivons en Russie ? Dans la terreur stalinienne, il est extrêmement difficile de séparer les bourreaux des victimes. Prenons, par exemple, les premiers secrétaires de comités régionaux du Parti. En août 1937¹, ils font tous partie, comme un seul homme, des « troïkas² », et à ce titre signent les listes des arrêts de mort, mais, en novembre 1938³, la moitié d'entre eux a déjà été, elle aussi, fusillée.

Dans la mémoire à l'échelle nationale, et surtout à l'échelle régionale, ceux qu'on pourrait définir comme des bourreaux, par exemple ces secrétaires régionaux du Parti, ne sont pas restés dans la mémoire uniquement comme les auteurs de crimes : certes, ils signaient les condamnations à mort, mais ils organisaient au même moment la construction d'écoles maternelles et d'hôpitaux et faisaient personnellement le tour

1. Début de la « Grande Terreur ». (*Toutes les notes sont du traducteur.*)

2. Commission de trois personnes, comprenant le responsable du NKVD, le procureur général et le secrétaire du parti de la région, qui prononce, pendant la Grande Terreur, les condamnations (condamnation à mort ou dix à quinze ans de camp) en l'absence de l'accusé, de défenseur et sans possibilité d'appel. Ce fut l'instrument principal, mais non unique, de la mise en œuvre de la Grande Terreur.

3. Fin de la Grande Terreur.

des cantines des usines pour vérifier la qualité de la nourriture ; quant à leur destinée ultérieure, elle ne peut que susciter la compassion.

Autre chose. À la différence des nazis qui, pour l'essentiel, tuaient les « autres » – des Polonais, des Russes, même les juifs allemands, qui n'étaient pas tout à fait des « nôtres » –, nous, en Russie, nous tuions les « nôtres », et la conscience nationale refuse d'accepter ce fait.

Dans la mémoire de la Terreur, nous ne sommes pas en état de distribuer les rôles, de mettre à leur place respective les pronoms « nous » et « eux ». Cette impossibilité d'aliéner le mal constitue l'obstacle principal dans la formation d'une mémoire à part entière de la Terreur. Elle renforce son caractère traumatique, devient une des raisons principales de son expulsion à la périphérie de la mémoire historique.

En second lieu, à l'échelle des souvenirs personnels, c'est une mémoire en train de disparaître. Il y a encore des témoins en vie, mais ce sont les derniers, ils s'en vont et avec eux s'en va la mémoire en tant que souvenir et vécu personnels.

En troisième lieu, à la place de la mémoire-souvenir est venue la mémoire en tant qu'assemblage d'images du passé formé non plus par des souvenirs personnels ou même familiaux, mais par divers mécanismes sociaux et culturels. Un de ces mécanismes, qui occupe une place de choix, est issu de la politique historiographique, encouragée par les efforts persistants de l'élite politique pour former une image du passé qui l'arrange. Nous avons observé ce type d'efforts dès les années 1990 quand le pouvoir politique entreprit de chercher dans le passé les fondements de sa légitimité. Mais si le pouvoir ressentait un manque de légitimité, la population, elle, après l'effondrement de l'Union soviétique, ressentait un manque d'identité. L'un et l'autre cherchèrent à combler leur déficit de légitimité et d'iden-

tité dans l'image de la grande Russie, dont la Russie actuelle serait l'héritière. Les images de « passé radieux » que proposait le pouvoir dans les années 1990 avec Stolypine, Pierre le Grand, etc., ne furent pas acceptées par la population : ce passé était trop lointain et trop peu lié au présent. La période soviétique, et singulièrement celle de Staline, venait, progressivement et subrepticement, s'agréger au concept de grande Russie.

Les hommes politiques qui prirent la direction du pays à la suite de Boris Eltsine perçurent ce mouvement vers une nouvelle reconstruction du passé et s'en servirent pleinement. Je ne veux pas dire que la direction du pays dans les années 2000 avait l'intention de réhabiliter Staline ; elle voulait uniquement proposer à ses concitoyens l'idée d'un grand pays qui à toutes les époques a su s'élever et se sortir avec honneur de toutes les situations. L'image d'un passé heureux et glorieux était nécessaire au pouvoir pour consolider la population, pour rétablir l'autorité absolue du pouvoir étatique, pour renforcer sa propre « verticale du pouvoir », etc. Mais, indépendamment de ces intentions, on a vu se dessiner, sur fond de ce panorama reconstitué de la grande puissance encerclée, comme naguère, par ses ennemis, le profil moustachu du grand guide. Ce résultat était logique et inévitable.

Deux images de l'époque stalinienne sont entrées dans une concurrence acharnée : celle du stalinisme, c'est-à-dire d'un régime criminel qui garde sur la conscience des décennies de terreur d'État, et celle d'une époque de victoires glorieuses et de grandes réalisations. Et, bien sûr, nous avons aussitôt l'image de la plus grande des victoires, celle de la « grande guerre patriotique⁴ ».

4. Le nom soviétique, puis russe, de la guerre entre l'Union soviétique et l'Allemagne (1941-1945) au cours de la Seconde Guerre mondiale.

En quatrième lieu, la mémoire de la guerre est devenue la carcasse autour de laquelle a été réorganisée l'auto-identification nationale. On a beaucoup écrit à ce sujet. Je ne relèverai qu'une seule chose : ce que l'on appelle aujourd'hui la mémoire de la guerre ne correspond pas exactement à cette appellation. La mémoire des souffrances de la guerre, de son quotidien, des défaites de 1941, des prisonniers, de l'évacuation, des victimes de la guerre, cette mémoire, à l'époque de Khrouchtchev, était nettement antistalinienne. Elle se fondait organiquement avec la mémoire de la Terreur. Aujourd'hui, la mémoire de la guerre a été remplacée par la mémoire de la victoire. Cette substitution a commencé au milieu des années 1960. Dans le même temps, la mémoire de la Terreur se trouva de nouveau frappée d'interdit (pour vingt ans!). Cette substitution s'est achevée seulement de nos jours, alors qu'il ne reste presque plus de combattants du front et qu'il n'y a plus personne pour corriger les stéréotypes collectifs à l'aide de ses souvenirs personnels.

La mémoire de la victoire sans la mémoire du prix de la victoire ne peut, bien évidemment, être antistalinienne. Et pour cette raison elle cohabite difficilement avec la mémoire de la guerre. Au prix d'une forte simplification, on peut présenter ce conflit des mémoires de la manière suivante : si la terreur d'État était criminelle, qui, dans ce cas, est le criminel ? L'État ? Staline, qui était à sa tête ? Mais nous avons vaincu dans une guerre contre le mal absolu et donc nous ne pouvons pas être les sujets d'un régime criminel, nous sommes les sujets d'un grand pays, l'incarnation de tout ce qu'il y a de bon sur terre. C'est sous la direction de Staline que nous avons vaincu Hitler. La victoire, c'est l'époque de Staline, la Terreur, c'est l'époque de Staline. Il est impossible de concilier ces deux

images du passé si l'on ne repousse pas l'une d'elles à la périphérie ou si l'on n'apporte pas à l'une d'elles de sérieux correctifs.

Et c'est bien ce qui s'est passé. La mémoire de la Terreur a reculé. Elle n'a pas disparu complètement, mais elle s'est trouvée à la périphérie de la conscience nationale. Dans ces conditions, on peut même s'étonner qu'elle se soit maintenue sous quelque forme que ce soit, qu'elle ne soit pas devenue un grand tabou, qu'elle existe et se développe.

Monuments et mémoriaux

Le premier, et le plus visible, des signes de la mémoire d'événements historiques est constitué par les monuments consacrés à ces événements. À l'encontre d'une opinion fort répandue, les monuments et divers signes mémoriels rappelant la terreur stalinienne ne sont pas rares en Russie : il n'y en a pas moins de huit cents. Ils ont été érigés non pas à la suite d'une action centralisée, mais grâce à l'énergie d'organisations ou d'administrations locales. Le pouvoir central ne participe pas à la « mémorialisation » de la Terreur. Il ne la perçoit pas comme une tâche prioritaire. On peut supposer que le désir de ne pas donner une légitimation supplémentaire à des sujets douloureux joue ici également un certain rôle.

Toutes ces sculptures, chapelles, croix, pierres debout perpétuent la mémoire des victimes. Mais dans cette mémoire est absente l'image des crimes. Les criminels n'y figurent pas non plus. Il y a les victimes d'on ne sait quelle catastrophe dont l'origine et la signification restent inaccessibles à l'opinion.

Dans les villes, la majorité de ces monuments et signes mémoriels ne se trouvent pas au centre mais à la périphérie, là où reposent les restes des fusillés. Dans le même temps, les rues centrales

portent les noms d'hommes qui ont participé directement ou indirectement à la terreur de masse. La coexistence de la toponymie de la ville, héritée de l'époque soviétique, et de la mémoire des victimes, déportée à la périphérie, constitue l'image éloquente de l'état actuel de la mémoire du stalinisme dans la Russie de nos jours.

Les « livres de la mémoire » forment un des points d'appui de la mémoire du stalinisme. Édités dans la majorité des régions de Russie, ils représentent à ce jour une bibliothèque d'environ trois cents volumes et contiennent à eux tous plus de 1 500 000 noms de personnes exécutées, condamnées au camp, déportées. C'est un acquis considérable, surtout si l'on garde à l'esprit la difficulté d'accéder aux archives où sont conservés les matériaux de la Terreur.

Malgré cela, ces livres ne forment pratiquement pas de mémoire nationale. Pour commencer, il s'agit de livres « régionaux », et le contenu de chacun d'eux, pris séparément, ne donne pas l'image de la catastrophe nationale mais plutôt d'un malheur « local ». À cet éparpillement régional correspond une hétérogénéité des méthodes suivies : chaque livre de mémoire a ses sources, ses propres principes de choix, ses volume et format des données biographiques fournies. La raison en est qu'il n'y a pas de programme étatique de publications des livres de mémoire. Le pouvoir central, là aussi, se dérobe à ses obligations.

Ensuite, il ne s'agit presque pas d'une mémoire publique : les tirages de ces livres de mémoire sont minuscules, ils ne trouvent même pas toujours place dans les bibliothèques régionales.

Aujourd'hui, Memorial a mis sur Internet⁵ une base de données qui rassemble les informations apportées par les livres de mémoire, complétées par certaines autres du ministère de l'Intérieur ainsi que de Memorial lui-même. On

compte, au total, plus de 2 700 000 noms. Par rapport à l'échelle de la terreur soviétique, c'est très peu, et si l'on continue à ce rythme, il faudra encore plusieurs décennies pour venir à bout de ce travail.

Quant aux musées, la situation ne va pas aussi mal qu'on aurait tendance à le croire. Certes, nous n'avons toujours pas en Russie de musée national consacré à la terreur d'État qui pourrait jouer un rôle important dans la formation de l'image de la Terreur dans la conscience nationale.

Les musées locaux où le thème de la Terreur est central ne sont pas plus de dix. Malgré tout, selon les informations dont nous disposons, le thème de la Terreur est présent parfois dans les objets exposés, plus souvent dans les réserves de plus de trois cents musées à travers tout le pays (il s'agit dans la plupart des cas de musées régionaux ou municipaux). Là aussi, on retrouve les problèmes généraux de la mémoire de la Terreur. Dans les expositions des musées, le thème des camps de travail et des cités de travail est généralement dilué dans celui de l'industrialisation de la région. Quant aux répressions à proprement parler – les arrestations, les condamnations, les exécutions –, elles sont présentes dans les vitrines ou les panneaux biographiques. Dans l'ensemble, la Terreur n'est que de façon très fragmentaire et très formelle inscrite dans l'histoire du pays.

Aujourd'hui, les lieux de mémoire de la Terreur sont principalement les lieux d'inhumation : les fosses collectives des fusillés au cours de la Grande Terreur et les grands cimetières des camps. Mais le secret entourant les exécutions était si grand, le nombre des sources dont nous disposons sur ce sujet est si faible que nous ne

5. Sur son site www.memo.ru.

connaissons qu'une centaine de lieux d'inhumation des fusillés en 1937-1938, soit, d'après nos calculs, moins du tiers du nombre total. Un exemple : malgré les efforts d'équipes de recherche depuis de nombreuses années, on n'est toujours pas arrivé à situer le lieu d'inhumation des victimes des célèbres exécutions de Kachketine⁶ à côté de la vieille briqueterie près de Vorkouta. Pour ce qui est des cimetières de camps, nous n'en connaissons que quelques dizaines sur les milliers qui ont existé. Dans tous les cas, le cimetière est toujours un lieu de mémoire des victimes.

Les éléments de l'infrastructure de la Terreur dans les villes ne deviennent pas des lieux de mémoire, qu'il s'agisse des bâtiments de la Guépéou/NKVD locaux encore conservés, des directions des camps, des prisons ou des tribunaux (même le Collège militaire de la Cour suprême⁷). Les sites – usines, chemins de fer, canaux, mines, fabriques, maisons – édifiés par la main-d'œuvre des camps ne deviennent que très rarement des lieux de mémoire. Pourtant, il serait très facile de les transformer en lieux de mémoire : il suffirait d'apposer une plaque sur le mur de la gare ou à l'entrée de l'usine.

La mémoire dans la culture

Un autre canal alimentant l'opinion en conceptions et images historiques est celui de la culture de masse, avant tout la télévision. Les émissions télévisées consacrées au stalinisme sont assez nombreuses et diverses. Le kitsch glamour et pro-stalinien de la série « *Stalin-life* » est en concurrence avec des adaptations honnêtes, voire talentueuses, de Chalamov et de Soljenitsyne. Le téléspectateur peut choisir la lecture de l'époque stalinienne qu'il préfère. Hélas, il semble bien que la part de ceux qui

préfèrent Chalamov diminue alors que celle des amateurs de « *Stalin-life* » augmente. Il est tout à fait naturel que le téléspectateur d'aujourd'hui, dont les convictions sont formées par une rhétorique anti-occidentale et par les conjurations des politologues télévisuels à propos de notre grand pays entouré de toutes parts par des ennemis et miné de l'intérieur par la cinquième colonne, n'ait pas besoin qu'on lui souffle le choix qu'il a à faire, parmi les images du passé, de celle qui correspond à sa vision du monde. Et ni Soljenitsyne ni Chalamov n'y peuvent rien.

Enfin, le plus important, peut-être, des instruments de formation des représentations collectives du passé est celui de l'enseignement de l'histoire à l'école. Là (comme d'ailleurs pour la plupart des émissions d'information et des documentaires à la télévision), la politique de l'État est, à la différence de ce qui a été dit plus haut au sujet d'autres domaines, on ne peut plus active. Sa nature est telle, cependant, qu'elle amène à se demander si la passivité à l'égard de la mémoire historique n'est pas moins dangereuse que l'utilisation de l'histoire comme instrument politique.

Dans les nouveaux manuels d'histoire, le stalinisme est décrit comme un phénomène systémique. On pourrait croire qu'il s'agit là d'un acquis. Mais la Terreur y est présentée comme un instrument historiquement déterminé

6. Du nom d'E. I. Kachketine, lieutenant du NKVD, envoyé en 1938 pour poursuivre l'opération de « nettoyage » du camp de travail d'Oukht-Petchorsk (dans lequel entraient celui de Vorkouta) dans le cadre du décret 00447 (le décret de la Grande Terreur) ; il est chargé par Moscou de trouver les trotskistes mais surtout d'organiser les exécutions proprement dites. Il y eut, au total, environ 2 500 fusillés. Kachketine lui-même fut fusillé en 1939. Ces exécutions sont évoquées dans des mémoires et dans *L'Archipel du Goulag* d'Alexandre Soljenitsyne.

7. Un des principaux instruments de condamnation, après les troïkas, réservé aux accusés importants.

et sans alternative pour résoudre les tâches que se fixait l'État. Cette conception n'interdit pas la compassion pour les victimes du Moloch de l'histoire, mais rend impossible l'interrogation sur la nature criminelle de la terreur de masse et sur l'identification des auteurs de ces crimes.

Il s'agit non pas d'une volonté d'idéaliser Staline mais d'un effet collatéral de la solution à un tout autre problème : l'affirmation que le pouvoir d'État a toujours raison. Le pouvoir est au-dessus de tous les jugements moraux ou juridiques. Il est injugeable par définition car il agit en fonction des intérêts de l'État qui sont au-dessus des intérêts de la personne et de la société, au-dessus de la morale et du droit. L'État a toujours raison, du moins tant qu'il arrive à prendre le dessus sur ses ennemis. Cette pensée traverse les manuels scolaires de bout en bout et non pas uniquement dans les passages concernant les répressions.



Comme il ressort de tout ce qui a été dit, nous pouvons parler d'une mémoire morcelée, fragmentaire, en voie de disparition, repoussée à la périphérie de la conscience nationale. Les porteurs d'une mémoire du stalinisme dans le sens où nous l'entendons constituent aujourd'hui à l'évidence une minorité. Cette mémoire a-t-elle une chance de devenir nationale ? Quelles connaissances et quelles valeurs doivent être assimilées pour ce faire par la conscience nationale ? Comment y parvenir ? C'est là l'objet d'un autre débat. Il est clair que la société et l'État doivent conjuguer leurs efforts.

II

La mémoire de la Terreur et l'activité de Memorial

Pendant plus de la moitié de ma vie je me suis occupé – et je m'occupe toujours – de l'histoire de la terreur soviétique. Dès le début de mon travail, je me suis plongé dans le problème de la mémoire de la Terreur, parce que la Terreur et la mémoire de la Terreur sont absolument liées l'une à l'autre : elles sont liées à tel point qu'il est impossible de les étudier séparément. Pourquoi ? Parce que la Terreur était elle-même entourée d'oubli. Dès qu'on éliminait quelqu'un, on s'empressait d'en détruire aussitôt le souvenir. Le pouvoir exterminait les gens et le faisait en *secret*. Les arrestations avaient toujours lieu de nuit. Personne ne savait ce qui advenait des gens après leur arrestation. On les fusillait toujours de nuit et on les enterrait dans des endroits secrets. En fait, on n'a commencé à découvrir les premiers lieux d'inhumation qu'à partir de 1990. Le pouvoir tuait une personne et en même temps anéantissait sa mémoire. On effaçait son nom partout où il était mentionné. On ne pouvait pas en parler à haute voix ; les proches devaient repousser sa mémoire dans les coins les plus reculés de leur conscience.

C'est cet état de choses qui nous a imposé ce qui est devenu l'une des tâches principales que Memorial s'est données, à savoir restituer ne serait-ce que la mémoire des victimes du stalinisme et, plus généralement, des répressions politiques dans notre pays sous le régime soviétique. On a commencé par les victimes individuelles. Ainsi, Memorial a recueilli des archives assez importantes sur des victimes concrètes. Ces archives contiennent beaucoup de photographies. Elles en disent long. Si l'on prend les

photos des années 1930, par exemple celles de groupes où figurent de quinze à vingt personnes qui travaillaient ensemble ou qui avaient fait leurs études dans la même université, on voit que deux, trois, cinq personnes ont les visages caviardés avec de l'encre. Quand on arrêtait une personne, en effet, les membres de sa famille détruisaient ses archives, ses lettres, et raturaient ses photos; les amis de cette personne procédaient de la même façon. Bien sûr, on ne peut pas dire que c'était une pratique généralisée, mais cela arrivait assez souvent. C'est cette pratique qui a donné l'orientation générale de notre travail : « Ah, vous vouliez qu'on oublie les noms de tous ces gens, eh bien, notre but sera de les retrouver et de les nommer. » Le 30 octobre dernier, journée de la mémoire des victimes des répressions politiques, Memorial a mis en ligne environ trois millions de noms de victimes avec leurs notices biographiques. Ce n'est pas nous, à Moscou, qui avons fait tout le travail, mais nous avons engrangé toutes les informations que les gens ont recueillies dans diverses régions. Restituer les noms, c'est notre premier objectif. Trouver des photos, c'est un travail très compliqué parce que les autorités ont commencé à photographier les gens, de manière plus ou moins régulière, au moment de leur arrestation, à partir de 1937, mais ce n'était pas encore une procédure obligatoire. Cette même bureaucratie qui effaçait la mémoire des personnes arrêtées et exécutées gardait une trace de leur passage, avec le tampon « ultra-confidentiel, à conserver à perpétuité ». Elle ne pouvait pas savoir que se produiraient les événements de 1991 puis la fin du régime soviétique. Ce qui est étonnant, c'est qu'elle ait conservé tous les dossiers.

L'autre objectif de Memorial, lié à la fois au devoir de mémoire et au souci de restituer une

histoire des répressions, est de dresser une carte, ou plutôt plusieurs cartes, du Goulag. C'est une tâche qui est, elle aussi, assez difficile. Il est vrai que, si, auparavant, on ne pouvait reconstituer les emplacements des camps qu'à l'aide de sources orales, aujourd'hui on peut le faire sur la base de documents d'archive. Mais c'est un travail qui va durer plusieurs années, parce que sur cette carte devraient figurer au moins 10 000 ou 15 000 emplacements de camps. On peut calculer ce chiffre très facilement : il y avait, à l'époque soviétique, cinq cents grandes directions de camps et chaque direction avait dans sa gestion au moins vingt-trente camps (selon les calculs les plus modestes). C'est ainsi qu'on arrive au chiffre de 10 000 ou 15 000. Il faut aussi porter sur ces cartes les lieux où étaient assignés à résidence les paysans déportés pendant la collectivisation, les peuples déportés, etc. Tout ce travail va nécessiter encore de nombreuses années d'effort. Peut-être que nos descendants y parviendront. Mais ce qui restera, en revanche, pratiquement impossible à faire, c'est de dresser une carte des lieux d'inhumation des personnes exécutées. Il semble qu'aucune archive ne contienne cette information. Dans ce cas, il est très important de recueillir des témoignages oraux, d'étudier les rumeurs et les légendes qui ont été transmises de génération en génération. Car même si les staliniens étaient de grands bureaucrates, on ne trouve pas cette information dans les archives.

Dès le début, à l'intérieur des structures qui procédaient aux exécutions, des directives venues d'en haut maintenaient ces lieux dans la plus grande confidentialité. Dans les procès-verbaux des exécutions, seule la ville (Moscou ou Leningrad, par exemple) est indiquée : l'endroit précis de l'inhumation n'est jamais mentionné. L'information circulait toujours comme une his-

toire orale et se transmettait aussi oralement à l'intérieur du NKVD-KGB. J'ai bien connu deux des derniers officiers qui étaient chargés de surveiller ces endroits. Au début des années 1990, on se parlait assez ouvertement. Voilà ce qu'ils nous racontaient : « Il y a dix ans j'ai reçu ce territoire de l'officier qui était mon prédécesseur. Sur ce territoire il y a eu des inhumations. » Il n'y avait que quatre personnes qui détenaient cette information : un officier de la direction, le chef de la direction, le chef du KGB ainsi que le responsable de l'intendance. Toutes les exécutions et les inhumations entraînent en effet dans les compétences de l'intendance : c'est pourquoi la personne qui était responsable du bon fonctionnement des ampoules électriques à la Loubianka et du bon travail des femmes de ménage qui lavaient les couloirs s'occupait aussi des exécutions et des inhumations. Il n'y a rien d'étonnant à cela, car pour exécuter quelqu'un il faut trouver un local, organiser le nettoyage après l'exécution, trouver un véhicule pour embarquer le corps, le porter au crématorium, l'incinérer : et toutes ces tâches faisaient partie, bien sûr, de l'intendance. Qui aurait pu s'en occuper autrement ? Et naturellement, c'était gardé secret là aussi. Or, le problème – et notre difficulté –, c'est que dans beaucoup de régions cette liaison d'officier à officier qui permettait de transmettre ne serait-ce qu'oralement l'information a été interrompue. Les cimetières des camps se sont transformés en friche ou bien ont été bâtis. Il est peu probable, donc, que l'on arrive un jour à reconstituer cette carte, bien qu'aujourd'hui on s'y mette.

Notre travail pour restituer la mémoire des victimes ne se limite pas à la recherche des traces et des lieux : nous voulons aussi l'inscrire dans la mémoire publique. J'ai dit que, par exemple, nous avons mis environ trois millions de noms

en ligne ; mais nous avons aussi apposé, dans une centrale électrique de l'Oural, une plaque commémorative disant que cette centrale avait été bâtie par des prisonniers. Pour nous, le fait d'avoir inauguré cette plaque est une victoire encore plus grande que la mise en ligne de trois millions de noms, parce que, s'il reste en notre pouvoir d'utiliser Internet, pour la plaque nous avons dû obtenir l'accord non seulement des nouveaux patrons de la centrale, mais aussi des habitants de cette petite ville. C'est une première plaque commémorative et, prochainement, on prévoit d'installer encore dix à quinze plaques à travers le pays. Pour les convaincre et obtenir leur accord, on essaie de dire aux nouveaux millionnaires et milliardaires la chose suivante : « Votre richesse a commencé par le travail de prisonniers », et nous leur présentons des documents à l'appui. C'est toujours un contact assez intéressant.

Voilà donc ce que nous faisons pour que la mémoire des répressions devienne un moment fondateur de notre conscience nationale.

Les conflits entre mémoires nationales

Dans les années 2000, l'histoire est revenue dans la politique comme cela avait été déjà le cas à la fin des années 1980. Ce fut un processus graduel, mis en œuvre parallèlement dans tous les pays de l'ancienne Union soviétique, y compris la Russie. Ce phénomène nous a demandé d'abord un effort de compréhension. Le conflit de mémoires qui a éclaté à propos de la statue de bronze du Soldat à Tallin a constitué une histoire extrêmement importante pour les historiens de la mémoire.

En 1947, les autorités soviétiques ont installé au centre de Tallin le monument au Soldat libérateur, un monument soviétique standard. Dans

les années 1990, à l'heure de la nouvelle Estonie, s'est posé le problème de ce qu'il fallait faire de ce monument. Il était l'objet de beaucoup de critiques et bien des demandes ont été faites pour le démonter. Les autorités estoniennes ont agi d'une manière mesurée : elles ont enlevé la flamme éternelle qui brûlait devant le monument et ont rebaptisé le « Soldat libérateur » en « Monument aux soldats tombés durant la Seconde Guerre mondiale ». Pendant quelques années il n'y a pas eu de problèmes. Mais, un beau jour, le conflit a éclaté de nouveau à la faveur de la fête du 9 mai, jour de la Victoire. C'est la seule fête que la communauté russe de Tallin perçoit comme sienne. En Russie aussi, la victoire dans cette guerre est le principal fondement de la mémoire nationale. À Tallin, le 9 mai, les membres de la communauté russe sont réunis autour de ce monument, ce qui a provoqué le mécontentement des Estoniens. Les autorités ont décidé alors de déplacer le monument du centre de Tallin vers le cimetière militaire. La communauté russe a manifesté pour défendre le Soldat, il y a eu des affrontements sanglants, une personne est morte. Il en a résulté de fortes campagnes propagandistes, des deux côtés : dans la presse russe on ne cessait de dire que les Estoniens étaient des fascistes, tandis que dans la presse estonienne on accusait les Russes de vouloir occuper de nouveau l'Estonie. Tous ces événements ont eu lieu l'an passé.

Memorial a eu de longues discussions avec des personnes en Estonie qui nous sont proches et l'on est arrivé à la conclusion que ce conflit n'était ni une provocation de la part de Moscou, ni, non plus, une provocation du côté des radicaux estoniens. C'était un conflit entre deux représentations opposées du passé. Pour les Estoniens, quand l'Armée Rouge est entrée en Estonie en 1944, c'était le début de la nouvelle

occupation, parce qu'ils se souvenaient de la façon dont les Russes étaient arrivés quatre ans auparavant et dont des milliers de personnes avaient été arrêtées, déportées, exécutées, etc. En 1944, ils craignaient de voir ces événements se répéter ; et ils n'avaient pas tort parce qu'en effet il y a eu de nouvelles déportations, exécutions, etc. Pour les Estoniens, l'année 1944, c'est donc un malheur. Dans la conscience russe, en revanche, l'événement de 1944, la « libération de l'Estonie », comme on l'appelle, c'est un nouveau pas vers la victoire sur le fascisme : les troupes avançaient vers Berlin et ont en chemin libéré Tallin. Ces deux mémoires sont incapables de s'entendre, car elles sont absolument opposées.

Une fois que nous avons compris cela, nous nous sommes mis à examiner la situation en Ukraine, en Géorgie et dans d'autres pays, et nous nous sommes aperçus qu'on y retrouvait les mêmes cas de figure. Personne ne discute le fait historique, tout le monde sait qu'il a eu lieu. Mais il y a deux interprétations complètement opposées dans la conscience des gens, ou bien encore, selon une variante de ce cas de figure, il existe d'un côté une certaine interprétation alors que dans l'autre la mémoire même de ce fait est absente. Par exemple, entre 1918-1920 a existé une République populaire ukrainienne, mais en Russie on ne s'en souvient pas. De même, personne en Russie ne se souvient que pendant trois ans a existé une Géorgie indépendante, la République démocratique géorgienne. Pour ces pays, c'est en revanche le point de départ de leur indépendance. Donc la non-coïncidence est absolue entre ces deux mémoires et quand, en Géorgie ou en Ukraine, on inaugure des musées de l'occupation, les Russes n'y comprennent absolument rien et se mettent à réagir avec haine contre ces pays : « De quelle occupation parlez-vous ? Nous avons toujours vécu ensemble »,

disent les Russes. Ils ne se souviennent pas des brèves périodes d'indépendance qu'ont connues ces pays, on ne trouve même rien à ce sujet dans les manuels scolaires. Alors les Russes ironisent au sujet de la prétendue indépendance des Ukrainiens ou des Géorgiens, et l'on retombe dans des affrontements violents.

Ces nouveaux États, de leur côté, commencent à écrire des histoires nationales. Une histoire nationale nécessite des héros. Les principaux héros en Ukraine sont les partisans ukrainiens – l'Armée des insurgés ukrainiens –, qui se sont battus à la fois contre la Russie et contre l'Allemagne, pour la liberté de l'Ukraine. En réalité, toute cette histoire est beaucoup plus complexe : parfois ces insurgés luttaient contre l'Allemagne, d'autres fois ils collaboraient avec les nazis d'une façon assez étroite. Pour les Russes, il n'y a qu'un mot pour définir ces gens : des bandits. Donc, nous avons d'un côté un héros et de l'autre un bandit. Deux positions irréconciliables. Personne ne discute le fait qu'ils ont combattu. Le problème c'est d'interpréter cette lutte.

Que peut-on faire ? Tous ces pays se voient comme des victimes et la Russie est perçue comme le pays bourreau. Tous ces pays disent à la Russie que c'est elle la coupable. Mais la Russie se comporte dans cette situation de la manière la plus stupide qui soit (comme elle le fait presque toujours). Dans la conscience des Russes, leur histoire est inséparable de l'histoire de l'Union soviétique. Or l'Union soviétique est finie. Qui va adopter l'orphelin, l'enfant qui est resté tout seul ? La Russie a trois choix devant elle. Le premier c'est de refuser cet héritage et de dire : l'Union soviétique ce n'est pas nous. Beaucoup de gens s'y opposent. Le deuxième choix est proposé par Memorial : accepter cet héritage dans toute sa complexité. Nous essayons

de comprendre ce que tous ces pays veulent de nous et de comprendre nous-mêmes ce qui s'est passé chez nous. Mais la Russie a opté pour le troisième choix. C'est la position énoncée explicitement par Poutine à partir de 2003 : nous avons eu une histoire glorieuse, il faut se souvenir de ces pages glorieuses et créer sur cette base la nouvelle identité russe. On trouve cette conception dans les nouveaux manuels d'histoire. Il n'y a pas longtemps, j'ai participé à un débat public avec l'un des auteurs du manuel d'histoire poutinien, le professeur Poliakov. L'animateur du débat a posé à chacun d'entre nous la même question : quel est votre but ? J'ai répondu : la mémoire, dans toute son intégrité ; le professeur Poliakov a donné une réponse extraordinaire : un heureux oubli. Ce n'est pas si stupide que cela en a l'air de prime abord. Il disait qu'il ne voulait pas que les petits-enfants eussent des choses à reprocher à leurs grands-parents et qu'ils devinssent schizophréniques en apprenant que leurs ancêtres avaient commis des crimes. « Nos enfants doivent être fiers de leur grande patrie. » Voilà le troisième choix : ne prendre du passé que ce qui est jugé utile par les autorités pour la construction de l'identité russe contemporaine.

Que propose Memorial ? Que peut proposer un intellectuel sinon des paroles ? Nous proposons des dialogues et « polylogues » entre les sociétés des différents pays concernés. Nous sommes conscients de l'impossibilité de réunir ces mémoires plurielles. Nous n'exigeons pas que l'on trouve un compromis entre ces mémoires, car nous sommes conscients du fait que le compromis est parfois impossible. Mais nous sommes persuadés que chaque société doit connaître l'opinion de ses voisins, comprendre que ses voisins pensent différemment et qu'ils ont le droit à leur mémoire. Si dans notre manuel d'histoire nous écrivons que nous avons libéré héroïque-

ment Tallin avant de continuer notre marche sur Berlin, mais en ajoutant entre parenthèses que l'Estonie contemporaine qualifie cet événement d'annexion forcée à l'URSS, ce serait respecter le droit de notre voisin à une autre interprétation de ce fait. Bien évidemment, je simplifie beaucoup les choses. Ce que nous proposons, c'est de créer un forum spécial et d'organiser des conférences sur la mémoire entre deux pays ou, mieux encore, entre trois ou quatre pays. On a reçu une centaine de commentaires de divers pays. Tout le monde nous dit que nous sommes très naïfs.

Parmi les conflits de mémoire, on évoque souvent la question du Holodomor, la famine de 1932-1933, que les Ukrainiens définissent comme un génocide du peuple ukrainien perpétré par les Russes⁸. Or toutes ces intrigues autour de l'histoire et la mémoire ressemblent un peu à un jeu de cartes. Quelqu'un qualifie un événement de crime. Le suivant le couvre avec l'« atout » du crime de guerre. « Non, réplique-t-on, c'est un crime contre l'humanité. » Finalement, on sort le joker du génocide. Le génocide est devenu une sorte de joker.

Je voudrais en conclusion ajouter quelques mots sur mon rapport personnel au problème du Holodomor ukrainien. Ma mère était une femme très brillante et très vive. Dans sa jeunesse, elle était comédienne, elle ne savait pas que plus tard elle serait metteur en scène d'un théâtre de camp. Plusieurs tragédies ont marqué sa vie : l'arrestation de son mari et de ses enfants, le siège de Leningrad, etc. Elle avait une mémoire individuelle exceptionnelle et un sens civique extraordinaire. En 1972, j'ai eu mon premier enfant et comme ma femme voulait absolument retourner travailler, il fallait trouver une nourrice. On a cherché très longtemps et l'on n'arrivait pas à en trouver parce que les services

d'une nourrice coûtaient très cher. Un jour, ma mère me dit : « Comme c'était bien en 1932, quand ta sœur est née ! » En 1932, à Moscou, à Leningrad, dans d'autres grandes villes, tout le monde pouvait aller à la gare et trouver une nourrice presque sans payer. Ces nourrices formaient une part tout à fait particulière et très importante de notre vie. Elles ont vécu dans nos familles pendant trente, quarante ans, elles sauvaient les enfants et devenaient des membres de nos familles. Plus tard, j'ai interrogé plusieurs personnes qui m'ont confirmé que c'était en 1932-1933⁹ que ces nourrices étaient entrées dans nos familles. Aucune d'elles ne nous a jamais raconté, à nous qui étions leurs maîtres, d'où elles venaient, pourquoi elles étaient arrivées là et qui elles étaient. Elles sont entrées dans les familles sans leur passé. Aujourd'hui, je me rends sur la tombe de la nourrice qui a vécu dans notre famille et qui est morte pendant le siège de Leningrad, et aussi sur la tombe de celle qui a élevé ma femme, et nous avons honte parce qu'aucun de nos parents ne s'est jamais interrogé à leur sujet.

Arseni Roginski.

Traduit du russe par Alexis Berelowitch (pour I) et par Maria Ferretti (pour II).

8. En 1932-1933, à la suite de la collectivisation, une terrible famine frappa les régions céréalières de l'Union soviétique : d'après les estimations les plus récentes, il y eut cinq à sept millions de morts parmi les paysans, alors que Staline exportait le blé pour acheter les machines nécessaires à l'industrialisation. Cependant, bien que l'Ukraine, qui était l'un des pays producteurs de blé les plus importants, fût particulièrement décimée, les études ont montré que le taux de mortalité fut le même dans toutes les régions productrices, telles que le Caucase ou celle de la Volga, en Russie. Ce qui oblige à la prudence lorsque l'on interprète la famine comme le « génocide » du peuple ukrainien, comme le font les actuels dirigeants politiques de Kiev, car le but recherché ne semble pas avoir été d'exterminer le peuple ukrainien, mais de s'emparer à tout prix du blé entre les mains des paysans.

9. C'étaient donc des paysannes essayant d'échapper à la famine.